

*Les subsides*

Si ma recommandation semble étrange ou idéaliste, si elle donne l'impression que le député de Davenport aspire à l'impossible de manière marginale et tangentielle, je tiens à dissiper ces craintes en disant que cette politique a déjà été adoptée dans trois pays. Deux d'entre eux, le Danemark et l'Autriche, vendent l'essence sans plomb au même prix que l'essence ordinaire. A compter du 1<sup>er</sup> avril, il s'est produit ce qui ne s'était jamais vu; la Hollande a pris l'initiative inhabituelle de vendre l'essence sans plomb à un prix inférieur à celui de l'essence ordinaire et ce pour des raisons écologiques. Il s'agit au fond de préserver la santé ou encore de sauvegarder nos ressources, et d'éviter les dégâts causés à longue échéance par l'acidité des pluies. L'objet même de ce programme fiscal mis en oeuvre en Hollande est d'inciter les consommateurs à acheter davantage d'essence sans plomb.

Ce pays ne s'est pas contenté que de cela; il s'est également penché sur la taxe imposée à l'achat de voitures neuves, la taxe appliquée par le gouvernement sur le prix des voitures. On calcule maintenant cette taxe pour avantager les modèles moins dommageables pour l'environnement au détriment des automobiles qui ne sont pas dotées de convertisseur catalytique ou d'autres dispositifs destinés à protéger l'environnement.

Des initiatives semblables commencent à prendre forme dans certains pays. Je porte ce fait à l'attention du gouvernement encore une fois car je crois qu'il a encore recours à des méthodes dépassées d'orientation du comportement du public en se lançant dans des campagnes de publicité. Les annonces ont commencé à paraître hier. J'ai vu la première dans le *Globe and Mail* et le *Devoir*. C'est une belle annonce, en anglais et en français. Mais je ne crois pas qu'il y ait beaucoup plus à en dire.

● (1530)

Si le gouvernement est sérieux au sujet de l'environnement, il devra faire plus que lancer des campagnes de publicité. Il devra faire la preuve de sa volonté politique en adoptant un système de taxation qui favorise la vente d'essence sans plomb et l'achat d'autos dotées de convertisseurs ou d'autres dispositifs de protection de l'environnement. Nous pourrions ainsi réduire la formation de substances acides qui atteignent l'atmosphère et retombent sur nos forêts, dans nos cours d'eau et sur nos récoltes sous forme de pluie et de neige acides.

L'autre volet de ma critique a trait à la dépense d'un autre million de dollars, non pas en publicité comme telle, mais dans le cadre d'activités qui se sont déroulées la semaine dernière pour marquer la Semaine de l'environnement. Vous savez de quoi il s'agit, monsieur le Président. Des ballons, des chansons et d'autres activités de relations publiques. Je n'aurais aucune objection si le programme avait eu quelque substance. Mais ces initiatives ont été les seules mesures mises de l'avant par le gouvernement pour souligner la Semaine de l'environnement. Ce n'est vraiment pas suffisant. Si le gouvernement avait adopté un certain nombre de mesures destinées à redéfinir et à renforcer le rôle d'Environnement Canada et à accroître l'intérêt du public pour l'environnement, j'aurais dit très bien,

bravo. Mais on n'a pas soufflé mot des nombreuses questions qui exigent notre attention. Je vous en donne quelques exemples.

Le gouvernement reste toujours muet sur le rétablissement du Centre de toxicologie de Guelph, un programme annulé par le ministre des Finances (M. Wilson) en novembre 1984. Pourtant nous savons tous que les produits chimiques toxiques suscitent de plus en plus d'inquiétude dans le public pour bon nombre de raisons, qu'ont bien exprimées un certain nombre de rapports scientifiques publiés en 1985 et encore en 1986.

Le gouvernement n'a absolument pas parlé de renforcer le rôle du Service canadien de la faune, dont le budget—vous vous le rappelez, monsieur le Président—a été réduit de 27 p. 100 en novembre 1984, et qui jouait un rôle très important en étudiant les dangers pour la santé chez la faune, ce qui nous donnait une indication des répercussions à long terme sur la santé humaine. On n'a pas rétabli les effectifs des Services de la protection de l'environnement, au ministère du même nom, qui a subi des compressions budgétaires de plusieurs millions de dollars en 1984.

Parcs Canada a célébré son centenaire l'an dernier. J'aurais cru que le gouvernement aurait profité de la semaine de l'environnement pour annoncer une expansion et une amélioration de notre réseau de parcs nationaux. Il y a un certain nombre de projets en attente. Il y a par exemple un projet de parcs marins dont la réalisation n'attend que le feu vert du gouvernement. Or ce projet est en attente depuis 1984. Il était prêt en 1984 au moment où furent déclenchées les élections. Le silence est tombé sur le projet et on se contente d'y faire vaguement allusion de temps à autre. Parcs Canada n'a rien dit de ses intentions de consolider son réseau de parcs ou de lui donner de l'expansion au cours de son second siècle.

Cela m'amène à une autre observation. La semaine de l'environnement donnait au gouvernement l'occasion de faire connaître ses intentions en matière de recherche scientifique. Il aurait dû nous annoncer qu'il augmentait les subventions à la recherche scientifique, en particulier dans le domaine de la toxicologie, ce qui a un certain rapport avec le Centre de toxicologie de Guelph, mais sur une base plus vaste. Il était intéressant d'entendre il y a deux jours le député de Saskatoon faire une déclaration aux termes de l'article 21 du Règlement pour exprimer son anxiété. Il a dit qu'on avait bien raison de vouloir réduire le déficit mais, et c'était là un gros mais, il fallait trouver de l'argent pour terminer la construction du Centre de toxicologie de Saskatoon. Le député avait raison, monsieur le Président. Il exprimait un point de vue partagé par bien des gens à la Chambre et ailleurs. Cette idiotie de réduire le déficit au détriment de l'intérêt public essentiel n'a pas sa place dans une société moderne et civilisée et dans un gouvernement moderne comme l'est à nos yeux le gouvernement du Canada.

**M. Nystrom:** Moderne?

**M. Caccia:** Nous accordons toujours le bénéfice du doute.